

El Salvador

BULLETIN DU COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE D'EL SALVADOR / PARIS

N°3 DECEMBRE 80

3,50F

UNE SEMAINE
POUR LE
SALVADOR

Notre Comité, devant l'urgence de la situation au Salvador, a décidé de lancer une campagne d'informations et de collecte. Cette opération commencera par une semaine de solidarité, organisée en coopération avec le Comité de Solidarité au Guatemala et l'Association de Solidarité Franco-Nicaraguayenne. Elle a pour but de collecter des fonds pour permettre au peuple salvadorien de continuer sa lutte. En effet, alors que l'organisation des forces populaires est sur le point de gagner, deux menaces pèsent sur l'avenir très proche: l'intervention US déguisée et indirecte risque fort de devenir plus massive et la famine commence déjà à se faire sentir dans la population, empêchant le soutien par le peuple de ses défenseurs. Il faut que la solidarité internationale soutienne à ce moment critique le mouvement populaire salvadorien, qu'elle soulage de la famine ce peuple en lutte, qu'elle l'aide à prendre en main son propre avenir.

- Réunion des sympathisants et militants
Samedi 13 Décembre à 14h pour organiser
le lancement de la campagne de solidarité avec
LE PEUPLE D'EL SALVADOR

- Samedi 13 Décembre également à 20h30
- Gala de solidarité avec
LE PEUPLE D'EL SALVADOR
Gymnase de la Poterne à Massy (Essones)

Mercredi 17 Décembre à 20h
Bourse du Travail de la République

- Meeting
avec le film de Franck Diamand
sur la répression au Salvador
VAINCRE OU MOURIR

Nous nous réunissons tous les mardis à 20h30
à partir de janvier nous nous réunirons le jeudi à 20h30
pour informations joindre le secrétariat de 9h à 13h au
555 25 54

4°P 10951

CÙ EN EST LA
SITUATION
AU SALVADOR ?
RAPPORT DES FORCES.

la junte au pouvoir

Au pouvoir depuis le 15 octobre 1979, la junte a subi trois modifications successives. Composée au début de deux militaires et de quatre civils dont trois membres de l'opposition, et appuyée par le Foro Nacional qui regroupait des partis et organisations dont certaines se retrouvent aujourd'hui dans le PDR, elle est successivement abandonnée par les membres du PC, puis par la majorité des membres de la DC (9 janvier 1980 -). Dès le début elle affiche une façade "démocratique" qu'elle s'efforce de maintenir aux yeux de l'opinion internationale par l'envoi de délégations auprès des gouvernements européens en particulier. En octobre 1979, elle avait promis des élections libres pour 1981, une réforme agraire, une réforme bancaire... Mais les faits parlent à'eux-mêmes :

10 000 morts civils depuis octobre 79, ce qui équivaldrait à la moitié de la population de Corse .

Aujourd'hui, DUARTE, membre DC de la junte, est présenté à l' opinion internationale comme le garant de la démocratie. La mise en place de la junte correspondait de la part du Département Nord-Américain à une tentative pour isoler le mouvement révolutionnaire du peuple Salvadorien . Déjà, à l' époque, les officiers ne se privaient pas de parler de la paix des 100 000 morts, en d'autres termes d'un massacre équivalent à celui de 1932 (30 000 morts en un mois sur 1,5 million d'habitants.) Après les désagrégations successives que devait connaître la junte et devant la montée du mouvement populaire, les contradictions, toutes relatives, au sein de la junte devaient peu à peu donner un rapport de forces en faveur des éléments durs de l'armée, tels Gutierrez et Garcia, ce dernier étant connu pour ses relations avec la CIA, ET les mouvements para-militaires de d' Aubuisson et des Latifundistes. Les derniers soubresauts de Majano qualifié abusivement de "progressiste" et sa fuite fin novembre 79 démontrent si besoin en était que les convulsions au sein de la junte ne concernent absolument pas le peuple salvadorien .

La phase décisive.

Désormais, avec l'assassinat des six dirigeants, du FDR, le 27 novembre dernier, la répression sélective contre l'Eglise, les syndicats, les organismes humanitaires, vu le rôle joué par les groupes militaires et para-militaires terroristes dans les campagnes, avec l'utilisation d'armes lourdes, il est clair que l'aile musclée dite "mouvement des majors" a pris la direction des opérations au Salvador et que la révolution salvadorienne est entrée dans une phase décisive. Si les majors interviennent, c'est que l'économie salvadorienne se trouve dans une situation critique : les usines ferment, les capitaux fuient à l'étranger, les récoltes ne sont pas faites, ce qui affaiblit les ressources de l'oligarchie. Les Etats-Unis escomptent la future dépendance économique du Salvador pour le contrôler directement.

Intervention US.



L'intervention nord-américaine se situe au niveau politique et militaire au Salvador. Politique car c'est le Département d'Etat nord-américain qui a directement imposé la junte au peuple salvadorien mais aussi aux militaires; et depuis ce sont les conseillers nord-américains qui siègent dans les bâtiments de la Casa Presidencial. Les USA financent directement l'armement des militaires salvadoriens et entraînent les officiers dans le pays même et à Panama.

Voulant éviter à tout prix l'effondrement des dominos centre-américains qui ouvrirait une brèche révolutionnaire aux portes mêmes de la citadelle impérialiste, ce sont les USA qui, pour maintenir le schéma impérialiste dans les pays de la région centre-américaine, ont ordonné d'accélérer la paix entre le Salvador et le Honduras afin de pouvoir légaliser l'intervention au moyen de l'armée hondurienne contre la guerrilla salvadorienne qui se trouve dans les zones frontalières.

LA RESISTANCE .

Si les Etats-Unis se sont décidés à intervenir, c'est pour combattre le mouvement de masses qui avait atteint une ampleur jamais égalée .

Le peuple salvadorien s'est doté d'organes de base (comités de quartiers, communautés rurales, milices urbaines et sub-urbaines, syndicats -) qui ont permis l'organisation d'imposantes manifestations comme celle des 13, 14, et 15 août, et plus récemment la grève de ANDES (syndicat des enseignants) qui se poursuit actuellement. Ces organisations populaires soutiennent les actions de l'armée du peuple ; la grève du mois d'août en a donné une démonstration éclatante : en plusieurs points de la capitale, la population , les milices et les combattants en armes ont oeuvré ensemble et ont eu le contrôle du quartier pendant plusieurs heures , ce qui s'est reproduit plusieurs fois dans la région de Morazan . La population apporte son soutien plein et entier à l'armée du peuple qu'elle nourrit et qu'elle protège .

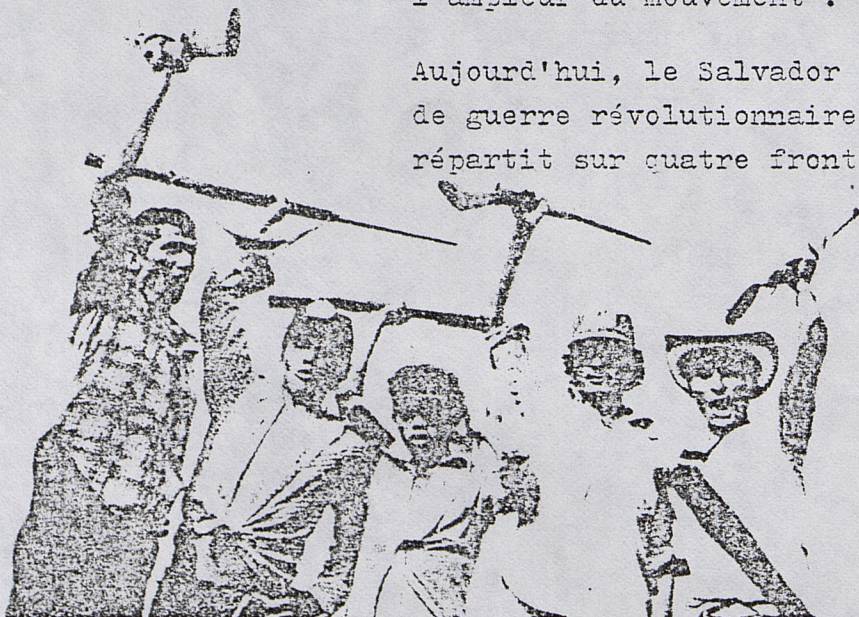
Le FDR et le FMLN.

Les grandes victoires de l'année 1980 ont été la constitution du FRONT DEMOCRATIQUE REVOLUTIONNAIRE, organe unitaire de l'opposition puis la fusion des organisations politico-militaires du peuple sous une direction commune dans le

FRONT FARABUNDO MARTI DE LIBERATION NATIONALE.

Un seul front politique, un seul front militaire: cela prouve la maturité du peuple salvadorien et l'ampleur du mouvement .

Aujourd'hui, le Salvador est véritablement en état de guerre révolutionnaire . L'armée du peuple se répartit sur quatre fronts de lutte : le Front



central Modesto Ramirez, le Front occidental Feliciano Ana, le Front para-central Anastasio Aquino, et le Front oriental Francisco Sanchez.

Ces quatre fronts portent les noms des dirigeants de l'insurrection de 1932.

La guerre
révolutionnaire.

Ces fronts ont le contrôle de zones d'auto-défense. L'armée a encerclé une de ces zones, dans le département de Morazan, et a dû renoncer à son offensive. Chaque jour des opérations de harcèlement sont menées dans le pays par l'armée du peuple : citons, entre autres, la ville de Santa Ana qui a été contrôlée à plusieurs reprises par la guerrilla : les forces populaires ont attaqué les casernes de la Garde Nationale et de la Police Nationale. A San Salvador, c'est le poste de police du quartier de Zacamil qui a été attaqué. La multiplicité et la diversité des objectifs atteints par l'armée populaire prouve sa vitalité et ses ressources. Lors de l'attaque de la caserne San Carlos le 21 novembre, les combattants du FMLN utilisaient des bazookas et du matériel lourd récupéré à l'ennemi. Le FDR a aujourd'hui une agence de presse et un émetteur radio. Il est officiellement représenté à l'étranger.

Deux menaces.

La lutte populaire a atteint un niveau décisif et critique. Deux menaces pèsent sur son avenir proche : le manque de ressources alimentaires dû à l'absence de récoltes cette année et le risque d'intervention des USA, intervention indirecte par le Honduras et le Guatemala interposés, ou même directe et massive comme Reagan l'a laissé entendre.

La France appuie
la junte.

Le gouvernement français recevra les lettres de créances de l'ambassadeur salvadorien en janvier. Des armes, des hélicoptères, des fougas-magisters de fabrication française ont été vendus à la junte et, cet été des techniciens français se trouvaient au Salvador pour monter et essayer sur place ce matériel.

En ce moment critique, la solidarité internationale est vitale pour garantir la victoire du peuple salvadorien contre ses oppresseurs.

Comité de Solidarité avec le Peuple d'El Salvador

Paris, le 4 novembre 1980

Monsieur le Président de la République,

C'est avec le coeur lourd que nous apprenons que la France va recevoir l'ambassadeur du Salvador.

Le premier responsable du pays ne peut ignorer le drame que vit jour après jour le peuple du Salvador, où les "forces de sécurité" du gouvernement torturent et tuent des milliers de salvadoriens : prêtres, enseignants, médecins, étudiants, syndicalistes, paysans, simplement parce qu'ils sont considérés comme dangereux par la dictature militaire démocrate chrétienne.

Depuis 1931, il n'y a jamais eu d'élections libres au Salvador où dictatures et fraudes électorales se sont succédées sans répit.

Les dirigeants du parti démocrate chrétien font partie de la junte civilo-militaire et sont responsables de la répression de tout un peuple qui lutte aujourd'hui pour sa liberté.

Dans ce contexte de répression sauvage, ils n'hésitent pas à s'attaquer aux membres des Institutions humanitaires, notamment, Madame Magdalena Henríquez Pineda a été enlevée à son domicile sous les yeux de son fils âgé de 10 ans ; elle fut retrouvée assassinée et ce malgré les nombreuses interventions en sa faveur des organisations humanitaires. Monsieur Ramon Valladares, Trésorier de la Commission a été tué dans les rues de San Salvador. Attendu à Genève le 1er novembre, Monsieur Felix Ulluoá, défenseur des Droits de l'Homme du El Salvador, est mitraillé le 29 octobre par les membres de la Garde Nationale ; il meurt des suites de ses blessures le 30 octobre.

Monseigneur Romero, archevêque du Salvador a payé de sa vie son courage à dénoncer cette situation.

Actuellement, des opérations de grande envergure sont menées dans la région de Morazan au Nord-Est du Salvador. Selon la Commission des Droits de l'Homme du El Salvador, il y a déjà plus de cinquante mille réfugiés qui fuient la région et plus de trois mille de morts depuis le début des opérations.

En outre, nous apprenons que des avions et hélicoptères de fabrication française (Fouga magister, Ouragan, Rallye et Alouette ; montés et essayés par des techniciens français cet été -) participent à ce massacre dirigé contre les populations paysannes.

La mort de ces délégués de la commission des Droits de l'Homme, celle du Recteur Ulluoá, l'assassinat chaque jour, de tant de salvadoriens, ne peuvent vous laisser indifférent.

Comité de Solidarité avec le Peuple d'el Salvador

.../...

Nous ne pouvons admettre que le gouvernement français fournisse du matériel militaire pour perpétrer ce massacre.

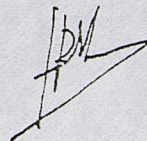
Nous ne pouvons admettre, dans un tel contexte, le renforcement des liens diplomatiques avec les représentants de cette junte.

Vous admettez que les Droits de l'Homme les plus élémentaires ne sont pas respectés au Salvador.

Vous admettez également que si des gouvernements Européens gardent des rapports diplomatiques avec l'Etat du Salvador, ceci ne fait que renforcer un gouvernement qui a du sang sur les mains.

Au moment où nombre de pays envisagent la rupture des relations diplomatiques avec le Salvador, nous vous demandons instamment de rompre toutes relations diplomatiques, économiques et tout soutien militaire à cette junte qui bafoue quotidiennement les Droits de l'Homme.

Veillez accepter, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

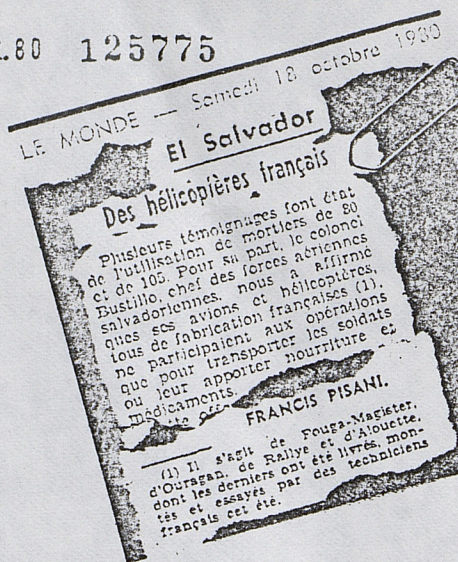


Jean Paul LEVY
Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Vice Président du Comité de Solidarité avec
le Peuple du Salvador

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

05.12.80 125775

PARIS, le



Maitre,

Le Président de la République m'a chargé de répondre à votre lettre du 4 novembre par laquelle vous avez appelé son attention sur la gravité de la situation intérieure du Salvador et sur les relations que la France maintient avec ce pays.

Le fait d'entretenir des relations diplomatiques avec un Etat n'implique pas pour la France une approbation de son système politique. Rien ne permet de croire qu'une rupture avec le Salvador apporterait le moindre changement dans la situation intérieure du pays et puisse avoir des effets bénéfiques pour la population.

Le vœu de la France est que cessent les violences au Salvador, d'où qu'elles viennent, et que ce pays puisse retrouver la paix civile.

S'agissant plus particulièrement des ventes d'armes, je vous indique que la France, inquiète de la dégradation de la situation intérieure du Salvador, a décidé, dès le début de l'année 1979, de suspendre ses ventes de matériels aéronautiques civils et militaires à destination de ce pays. S'il est vrai que des hélicoptères civils et quelques avions ont été livrés il y a plusieurs années au Salvador, leur nombre en a été très modeste et depuis deux ans aucune signature de contrat nouveau n'a été autorisée.

Je vous prie d'agréer, Maître, les assurances de mes sentiments les plus distingués.

J.-D. LEVITTE,
Chargé de Mission

Maître Jean Paul LEVY
Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Vice Président du Comité de solidarité
avec le peuple du Salvador
45bis rue de la Glacière - 75013 PARIS

L'AMERIQUE DU NORD
SERA-T-ELLE PLUS
AGRESSIVE ENVERS
L'AMERIQUE LATINE ?...

Au cours des dernières années, l'Amérique Latine s'est vue agressée par une cascade de dictatures qui trouvent leur origine à l'Ecole des Amériques située à Panama, créée et dirigée par les Etats-Unis. M. Carter malgré son langage "libéral", a contribué à cette agression en soutenant matériellement ces dictatures. Ce discours démagogique autour de sa pseudo-doctrine des Droits de l'Homme a semé la confusion parmi divers secteurs progressistes et modérés de l'Amérique Latine. L'aide matérielle fournie par les Etats-Unis à Somoza constitue le cas le plus typique de leur soutien effectif aux pires des dictatures. Actuellement, Carter continue à appuyer la junte civico-militaires qui se livre à une répression sanglante envers les universitaires, journalistes, religieux et des milliers de paysans.

Dans cette ambiance de massacre organisé, que peut-on attendre de l'élection de Reagan à la tête des Etats Unis?

Aux dires du Conseiller de Reagan en ce qui concerne les affaires latino-américaines, Roger Fontaine, la nouvelle administration sera plus agressive "pour préserver ce qui peut l'être ou pour sauvegarder les chances de la démocratie en Amérique Centrale" ⁽¹⁾(?!..). Il n'est guère gêné de déclarer que la future administration soutiendra les régimes amicaux en difficulté, en butte aux attaques de minorités armées. Au Salvador, cette soi-disant minorité constitue en fait une majorité écrasante représentée par le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR). Selon ce conseiller, la controverse entre l'aide militaire qui tue et celle qui ne tue pas est absurde. Nous sommes en droit de nous demander si l'aide de Carter n'a pas déjà assez tué...

L'agression que subit le Salvador concerne toute l'Amérique Latine. Son aggravation pourrait être à même de créer les conditions d'un regroupement plus net et plus large des forces démocratiques et progressistes. Roger Fontaine le comprend bien puisqu'il déclare que la diplomatie de la nouvelle administration amènera un Viet-Nam; "alors, contentons-nous d'édifier une Amérique forte face au reste du monde; voilà le choix".

(1) voir traduction de FAL Information n°20
entrevue M.Herald avec Roger Fontaine (24 Août 1980)

La dynamique de l'histoire des peuples est contraire à un état stationnaire, à plus forte raison si celui-ci signifie misère et répression. Le peuple salvadorien est décidé à changer sa situation, au point que ce conseiller estime "qu'il est très tard, et Dieu veuille qu'il reste quelque chose à sauver au Salvador après Janvier 1981".

Nous répondrons à cette insolence par notre appui redoublé au peuple du Salvador. Nous ne voulons pas sauver d'autres intérêts que les siens.

En effet, de quelle base démocratique la junte peut-elle se réclamer? Dès sa prise du pouvoir, elle essaya de tromper certains secteurs démocratiques, mais elle a échoué dans cette entreprise. On ne peut pas indéfiniment arborer un langage "démocratique" et torturer et massacrer les citoyens du pays.

Le conseiller, lui, pense que "la junte aurait dû faire autre chose pour élargir sa base d'appui ou faire qu'elle s'étende au secteur privé..." Pour nous, c'est très clair : la junte est le chien de garde du secteur privé. Les velléités démocratiques initiales n'ont été en fait qu'une tromperie pour gagner du temps, en attente d'une aide plus "musclée" des Etats Unis. C'est d'ailleurs ce qu'on peut attendre de Reagan.

Face à cette menace, le peuple salvadorien n'en a que plus de motivations pour se battre de plus belle en vue de sa libération.

Il est cependant un point sur lequel nous serons d'accord avec cet honnête conseiller de Reagan : c'est que nous ne voulons plus de la politique des Droits de l'Homme menée par Carter. Mais, pour des raisons différentes : pour lui elle n'a pas servi les intérêts des Etats Unis; pour nous, c'est que non seulement elle n'a pas défendu, mais elle a bafoué les Droits de l'Homme.



A QUOI SERVENTLES REFORMESAU SALVADOR .

L' OLIGARCHIE

DU CAFE.

EL salvador, c'est, dit-on, le pays des quatorze familles et des quatorze départements . Quatorze familles qui dominent le pays politiquement et économiquement , qui constituent l'oligarchie .

Née de la culture et de l'exportation de l'indigo, cette oligarchie a su dès 1880 se reconverter dans la culture du café, en abandonnant l'indigo concurrencé par l'industrie chimique européenne .

Une loi sur la culture du café lui permet alors de spolier les paysans indiens de leurs terres en supprimant les terres des communautés indigènes (les ejidos) .

Les indiens forcés par la police rurale à aller travailler dans les plantations de café constituent alors un premier prolétariat agricole.

En même temps, les propriétaires terriens (terratenientes) jouissent de protections bancaires .

Cette oligarchie qui représente 2% de la population possède à elle seule 60% des terres cultivables .

Mais, à la différence des autres oligarchies latino-américaines, elle investit ses capitaux et ses revenus dans l'industrie nationale . Elle domine donc toute l'économie du pays : la famille Dueñas domine à elle seule : 1% de la terre

a des intérêts dans : . . . le secteur industriel
 . . . le secteur financier et bancaire
 . . . le commerce etc . . .

On aurait tort toutefois de considérer la classe dirigeante comme une entité monolithique.

A partir de 1950 , date à laquelle le pays s'industrialise, en même temps que naît un prolétariat industriel, apparaît aussi une moyenne bourgeoisie industrielle qui est plus favorable à une ouverture démocratique , ainsi qu'à l'ouverture des frontières aux capitaux étrangers et plus particulièrement nord-américains.

En 1967 deux partis bourgeois deviennent légaux. Ce sont la Démocratie - Chrétienne , DDC, et le Mouvement National Révolutionnaire, MNR .

En 1972, ces deux partis , plus l'UDN, paravent du Parti Communiste (interdit), se regroupent dans l'UNO , Union Nationale d'Opposition .

Mais aux élections de 1967 comme à celles de 1972, la fraude électorale organisée par les franges les plus conservatrices de l'appareil d'Etat interdit l'accession au pouvoir de ces partis bourgeois d'opposition .

On retrouve les mêmes clivages au sein de l'armée où deux fractions s'opposent presque ouvertement :

l'extrême-droite: FUDI (front démocratique indépendant - grands propriétaires)
 + PPS (parti populaire salvadorien, patronat industriel)
 qui forment lePCN (parti de conciliation nationale)

les constitutionalistes, partisans de " réformes" .

Mais, cette bourgeoisie, que veut-elle exactement? Derrière une façade de réformes, elle cherche

- à conserver ses intérêts,
- à désamorcer la lutte populaire qui existe alors,
- à discréditer la lutte révolutionnaire .

Et de toutes façons, les réformes promises ne voient jamais le jour .

En 1977, par exemple, le pouvoir lance une campagne de dénonciation d'un complot international dont seraient partie prenante l'UNO et les groupes de guerrilla . C'est alors que prend son sens l'action de ORDEN, milice patronale qui joue depuis 1967 dans les campagnes un rôle d'encadrement réactionnaire de la paysannerie et de délateur au service des propriétaires terriens . ORDEN agit comme agent direct de la répression : ses membres s'attaquent et torturent à la fois les syndicalistes paysans et les militants de l'UNO qui comprennent alors qu'il n'y a rien à espérer d'une victoire électorale et que seule la lutte révolutionnaire est payante .

A cette époque, le président MOLINA, pour ne pas se priver de l'appui de jeunes officiers modernistes, lance l'idée d'une réforme agraire qu'il nomme Transformacion nacional . En dépit de la modestie de ses objectifs, il mécontente l'oligarchie (familles GARCIA PRIETO et WRIGHT par exemple) . Une nouvelle fraude électorale amènera au pouvoir le général ROMERO qui entreprend une répression féroce grâce à la loi de "Défense et garantie de l'ordre public " . Et on ne parle plus de réforme , au contraire on réprime, on assassine . C'est le massacre de mai 1979, c'est en février la féroce répression de la grève de Constanca . C'est à la lumière de ce processus historique qu'il faut considérer l'accession au pouvoir de la junte du 15 octobre 1979 . Craignant que la mobilisation populaire ne s'accrète au Salvador, en raison de l'enthousiasme créé par la révolution au Nicaragua, les USA encouragent une junte civilo-militaire à renverser le général ROMERO et à entreprendre un processus de libéralisation et de réformes : réforme agraire, réforme bancaire . C'est ce que l'on a appelé "le Foro Nacional" .

Mais en réalité, il n'y pas de contradiction au sein du groupe dominant , seulement des démarches différentes en fonction de la conjoncture .

Que cherche la junte militaire démocrate-chrétienne?

- conserver ses intérêts de la classe dominante,
- désamorcer la lutte populaire,
- discréditer la lutte révolutionnaire , et de plus- confondre l'opinion internationale en se donnant une façade démocratique .

Les organisations de masses qui n'ont pas oublié les leçons de 1972 et 1977 en résistant dans les campagnes et les usines forcent la junte à montrer son vrai visage . La junte fait intervenir la troupe contre les grévistes qui occupent les usines à la périphérie de la capitale .
Dès le 19 octobre, des jeunes filles sont violées, des jeunes gens torturés , dans les campagnes par la Garde nationale

Quant à la prétendue réforme agraire, parlons-en:
- Le 12 octobre dernier le journal mexicain "EL DIA" faisait savoir que le principal conseiller de la junte militaire salvadorienne pour la réforme agraire n'était autre que un certain R. PROSTERMAN, agent de la CIA qui au cours des années 60 était responsable au Vietnam d'installer de force les paysans dans les fameux "villages stratégiques" , véritables camps de concentration destinés à stopper les actions de la guerrilla populaire .
- Des terres, il est vrai, ont été distribuées aux membres de ORDEN .

Les projets de réformes se heurtent à l'opposition de l'oligarchie :

- Dès janvier les ministres de l'UDN et du MNR social-démocrate se retirent de la junte .
- Le commandant d'AUBUISSON, militaire en retraite, ancien responsable des services secrets , chef des groupes fascistes para-militaires , tente en mai, un coup d'état d'extrême-droite .
- La répression s'accroît dans les campagnes menées par
 - ORDEN, malgré l'interdiction dont il est frappé
 - la Union Guerrera Blanca .
- Les grands propriétaires terriens comme HILL ou LLACH arment leurs propres milices, et des mercenaires groupés aux frontières du Guatemala et du Honduras , recrutés par le Mouvement de Libération Nationale sont prêts à intervenir .

Alors, que reste-t-il de ces réformes ? Du vent et des milliers de morts, des paysans chassés de leurs terres, des milliers de réfugiés qui fuient vers les pays voisins .

A PROPOS
DE
FARABUNDO MARTI .

LE FRONT FARABUNDO MARTI DE LIBÉRATION NATIONALE a choisi de porter le nom d'un éminent révolutionnaire salvadorien. FARABUNDO MARTI lutta aux côtés du grand SANDINO dans les rangs de l'armée nicaraguayenne pour la défense de la souveraineté nationale contre l'intervention militaire nord-américaine . Etudiant, MARTI fut persécuté par la police du fait de ses actions comme dirigeant dans les organisations universitaires. Exilé au Guatemala, il y joua un rôle remarquable contre le régime dictatorial de ce pays . Vers la fin des années 20, il fut un des premiers à promouvoir l'organisation de la classe ouvrière . Il fonda le Parti Communiste Salvadorien en 1930 , avec Alfonso LUNA et Mario ZAPATA . En quelques mois le P.C.S. prit une influence considérable . En 1932, une insurrection populaire souleva le pays tout entier . Elle fut sauvagement réprimée par l'armée et les bandes para-militaires conseillées par les Etats-Unis . En un mois cette répression s'est soldée par plus de 30 000 morts .

Parmi les assassinés figuraient Agustin FARABUNDO MARTI Alfonso LUNA et Mario ZAPATA .

Au moment où le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale se crée, ces noms et ceux des héros et martyrs de cette époque sont repris pour baptiser les différents fronts de la guerrilla : Front occidental= Feliciano Anna, un grand dirigeant paysan de la région d'IZALCO ; Front central= Modesto Ramirez , etc...

MISSION
SANITAIRE .

Le Docteur Jacques LEBAS de la commission d'Aide Médicale au Salvador , membre du Comité, est parti lundi 17 novembre pour SAN SALVADOR où il compte installer une mission sanitaire afin de porter secours aux personnes victimes des affrontements . Il est parti muni du soutien de Mgr MARTY , de Mgr MENNINGER, de Mgr ETCHEGARRAY . Si ce projet s'avère irréalisable, J. LEBAS se propose d'organiser un dispensaire à la frontière hondurienne , là où se réfugient les paysans chassés = des villages du département de Morazan récemment encerclé et bombardé . Nous espérons que sa tentative sera réalisable . Nous attendons de ses nouvelles et son témoignage sur la situation sanitaire du pays .

LE "SEMINAIRE" DU
15 NOVEMBRE.

Pour répondre au besoin exprimé par de nombreux membres du Comité, soucieux de représenter le peuple salvadorien le plus fidèlement possible, dans les diverses manifestations auxquelles ils participent, nous avons organisé, le 15 Novembre dernier, une séance de travail sur le Salvador. Nous avions prévu une vingtaine d'assistants, mais plus de trente personnes ont trouvé place dans la salle qui nous avait été obligeamment prêtée, rue de la Glacière.

Deux de nos camarades salvadoriens ont animé la réunion. Ils nous ont d'abord donné, avec le concours d'autres salvadoriens présents, un bref aperçu informel de la géographie du Salvador. Puis, ils ont abordé les problèmes spécifiquement historiques et politiques. Carlos a évoqué la transformation des structures économiques, politiques et sociales du pays, entre 1880 et 1960; Francisco a brossé devant nous l'évolution de la lutte au Salvador, le processus d'unification des organisations populaires qui a abouti à la formation du F.D.R. et du F.M.L.N., en mettant l'accent sur le fait que chaque fois qu'il y a eu manoeuvre impérialiste, la lutte populaire l'a déjouée et l'a fait échouer.

A l'issue de ces deux exposés, nos questions et la discussion qu'elles ont suscitée ont mis à l'évidence l'intérêt d'une telle rencontre. Lorsque nous nous sommes séparés nous étions bien loin d'avoir épuisé le sujet.

Nous espérons que d'autres rencontres de ce genre aient lieu prochainement.

LE COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE DU SALVADOR
(45 bis rue de la Glacière 75 013 PARIS) auquel il est
possible de commander le matériel:

- de nombreuses affiches: 10 francs chacune
- la brochure "El Salvador: une perspective révolutionnaire"
(octobre 1977) qui expose l'histoire d'El Salvador et les
thèses du PRS (Parti de la Révolution salvadorienne IO F)
- une autre brochure écrite il y a quelques mois est épuisée
et le comité en prépare une nouvelle sur la situation actuelle.
- des cassettes de musique de J.W. Armijo: 25 F
- un montage de diapositives (dont l'utilisation nécessite
un apprentissage)
- un film de F. DIAMOND (s'adresser au comité)
- le bulletin du comité et une pétition adressée au gouverne-
ment français portant sur les ventes d'armes et la politique
du gouvernement français vis à vis de la junte salvadorienne.